Rapport mondial du PGO

Services Publics

Éducation

Principaux éléments

Les pays du PGO ont manifesté beaucoup d'intérêt pour l'éducation. Selon une analyse de données tierces et les engagements du PGO, de nombreux engagements forts peuvent servir de modèles utiles à d'autres pays. Cependant, malgré ces réussites, il existe aussi des lacunes importantes qui doivent être comblées. Ces initiatives offrent un certain nombre de leçons importantes, notamment :

- **La responsabilité** est essentielle pour améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité.
- **L'engagement public**, particulièrement au niveau scolaire, est un des moyens les plus prometteurs de faire rendre des comptes aux parties prenantes. Un certain nombre de membres du PGO ont renforcé la surveillance parent-enseignant-administrateur à l'échelle locale pour améliorer les résultats scolaires et le rapport qualité-prix en matière d'apports (personnel, établissements, programmes de nutrition). Cette responsabilité est plus forte lorsqu'il y a des institutions, plutôt que des interventions uniques.
- **L'engagement du public** fonctionne mieux quand les données sur la qualité du rendement scolaire sont suffisantes. Les données présentent quelques lacunes :
    - *Accent mis sur les apports sans données équivalentes sur les résultats;*
    - *Décomposition des données aux niveaux inférieurs de l'administration (et regroupement des données des niveaux inférieurs aux niveaux supérieurs);*
    - *Ventilation par sexe, type d'institution et niveau d'éducation.*

"Formation d'enseignants en Roumanie." Photographie de Flore de Préneuf, Banque Mondiale

Transparence, participation et responsabilité pour l'apprentissage

Les réformateurs, tels que les nombreux fonctionnaires et organisations de la société civile (OSC) utilisant le PGO pour faire progresser les réformes dans leurs pays, disposent d'une gamme d'outils pour améliorer l'apprentissage et l'éducation. Parmi ces outils, mentionnons les institutions pour améliorer l'engagement citoyen et l'éducation.

Beaucoup de progrès ont été accomplis dans l'ouverture des données scolaires, particulièrement en ce qui concerne l'accès à l'éducation. Cependant, obtenir des résultats durables et équitables va au-delà de la seule transparence. Il faut un investissement soutenu dans les institutions qui peuvent demander des comptes aux décideurs et aider les systèmes éducatifs à devenir plus sensibles aux besoins du public. (Voir « Le guide général de la politique éducative » pour une vue d'ensemble de la politique éducative.)

La recherche fait apparaître une forte corrélation entre la qualité des résultats éducatifs, le niveau des données publiques sur le rendement et la gouvernance multilatérale (parents, enseignants, administrateurs), en milieu scolaire. Les renseignements sur le rendement peuvent alimenter les discussions, et, lorsqu'ils sont liés à des mesures incitatives, aider à récompenser les enseignants et les administrateurs par de meilleurs résultats.[1]

Il est de plus en plus évident que la responsabilité des résultats d'apprentissage est l'un des facteurs clés de différents niveaux de la réussite éducative dans et entre les pays. Améliorer la responsabilité comprend de nombreuses approches, notamment harmoniser les incitations salariales pour les enseignants et les administrateurs, mesurer l'apprentissage, et garantir des structures de gouvernance adéquates dans les écoles et la capacité éducative de base qui améliore la qualité de l'éducation.

La recherche montre l'impact limité de la transparence sans la responsabilité. Dans un certain nombre de pays ayant des obligations de divulgation de longue date des résultats d'apprentissage, les données montrent que ces interventions ne fonctionnent que là où il y a aussi un degré élevé d'alphabétisation parmi les parents ou les élèves et plus de soutien aux enseignants. Au Chili, les données sont recueillies depuis 1996 ; parmi les populations défavorisées, il n'y a pas eu d'effet important (sur les résultats scolaires ou le choix des parents), car les familles pauvres ne connaissent pas les données, ni n'agissent en conséquence.[2] De même, au Liberia, la publication des notes de l'Évaluation des compétences fondamentales en lecture en milieu scolaire n'a pas amélioré les performances scolaires sans suivi intensif ni formation des enseignants.[3] Cela montre que la transparence, en elle-même, ne peut pas fermer l'écart des résultats.

Il est de plus en plus évident que l'engagement du public est un des éléments constitutifs pour améliorer les résultats éducatifs. « Les arguments pour la responsabilité dans l'éducation : l'Afrique du Sud » (plus loin) montre la façon dont les mécanismes de responsabilité plus forts, particulièrement au niveau scolaire,

peuvent expliquer les différences dans les résultats d'apprentissage à long terme. En particulier, le document souligne le rôle positif que l'interaction parent-administrateur-enseignant peut jouer. Par ailleurs, il faut des traditions de longue date d'engagement communautaire et s'assurer que ces communautés disposent des données dont elles ont besoin pour cette discussion. Cela met en évidence deux domaines dans lesquels les pays du PGO peuvent investir : de plus grandes possibilités d'engagement communautaire et l'amélioration des données à l'échelle locale et des systèmes pour recueillir ces données. Les sections suivantes examinent les progrès que les pays du PGO ont réalisés dans ces domaines, ainsi que ceux dans lesquels il y a toujours un potentiel de croissance.

Bien que le PGO favorise un certain nombre de ces systèmes, ils ne sont pas encore largement utilisés. Les sections suivantes permettent d'aider un gouvernement ouvert à combler le fossé entre la responsabilité et une plus grande transparence.

BON À SAVOIR

Le guide général de la politique éducative

L'éducation est, fondamentalement, un investissement dans les personnes et dans leurs capacités. Cet investissement porte ses fruits pour ces sociétés qui assurent que l'accès et la qualité sont généralisés. La Corée du Sud, par exemple, a fait d'importants investissements dans l'alphabétisation universelle, puis dans l'éducation secondaire, ensuite dans l'éducation supérieure. Par conséquent, elle a été capable de soutenir une croissance très rapide sans rencontrer de graves problèmes de compétences. La Finlande, le Chili, la Pologne et le Pérou ont suivi des trajectoires semblables, avec des améliorations de l'éducation dirigées à l'échelle nationale, qui ont été parfois contradictoires, ont abouti à une importante croissance aussi bien des résultats d'apprentissage que des résultats économiques.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2018 a souligné les nombreux avantages d'une meilleure éducation à l'échelle de l'individu, de la famille, de la communauté et de la société. Ce rapport fournit un examen approfondi des éléments de preuve. Il est résumé dans la figure 1 à la page suivante.

"Formation professionnelle, El Salvador." Photographie de USAID El Salvador

FIGURE 1. **L'investissement dans l'éducation apporte des avantages aux individus, aux familles, aux communautés et à la société**

	INDIVIDU/FAMILLE	COMMUNAUTÉ/SOCIÉTÉ
FINANCIERS	• Probabilité d'emploi supérieure • Productivité supérieure • Gains plus élevés • Pauvreté réduite	• Productivité plus élevée • Croissance économique plus rapide • Réduction de la pauvreté • Développement à long terme
NON FINANCIERS	• Meilleure santé • Éducation et santé des enfants/de la famille améliorées • Résilience et adaptabilité supérieures • Citoyenneté plus engagée • Meilleurs choix • Plus grande satisfaction de la vie	• Augmentation de la mobilité sociale • Meilleur fonctionnement des institutions et de la prestation de services • Niveaux plus élevés d'engagement civique • Meilleure cohésion sociale • Externalités négatives réduites

Source: WDR 2018

De l'accès universel à l'éducation et égalité des chances

Même si le monde a beaucoup de chemin à parcourir en matière d'accès à l'éducation, à l'alphabétisation de base et au calcul, le sens du changement au cours des cinquante dernières années a été positif.

- En Afrique subsaharienne depuis 1970, l'écart dans le taux d'inscription brut pour l'éducation primaire a sensiblement baissé, les inscriptions ayant augmenté de 68 % à presque 100 %. Durant la même période, l'Asie du Sud est passée de 45 % à près de 100 % aussi.
- Le taux d'expansion de l'éducation primaire universelle s'est aussi accéléré, car les pays en développement ont étendu l'accès à l'éducation de base en moins de temps. La Zambie a augmenté la scolarisation secondaire plus rapidement que n'importe quel autre pays industrialisé durant une période équivalente. [4]
- En ce qui concerne l'égalité des sexes, la proportion de filles dans l'éducation de base est à un niveau record et, dans les pays en développement, le ratio filles/garçons est passé de 0,86 à 0,96 depuis 1991. [5] La parité hommes/femmes reste difficile à cerner, cependant, au moins 130 millions de filles ne sont pas scolarisées dans le monde entier. [6]

Malgré les progrès accomplis en matière d'accès universel à l'éducation primaire (de 5 à 12 ans), cela n'est pas allé de pair avec une augmentation des résultats d'apprentissage. [7] Pour cette raison, il est nécessaire d'intensifier les efforts en matière d'éducation pour inclure aussi les résultats.

Ce consensus global est représenté par un changement linguistique entre les objectifs de développement du Millénaire, où l'objectif 2 met l'accent sur, « Assurer l'éducation primaire universelle, » et l'objectif de développement durable (ODD) 4, qui vise à: « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. »

Ce changement d'orientation est essentiel pour comprendre la portée du défi du 21e siècle; aborder la gravité des écarts de réussite d'aujourd'hui signifie chercher des solutions qui doivent assurer le succès à long terme de tous. En ce qui concerne l'éducation, il existe

un certain nombre d'obstacles pour obtenir des résultats positifs et plus durables :

- **Inclusion sociale et équité :** Les enfants issus de milieux défavorisés, les filles, les populations autochtones et les personnes souffrant de handicap ont un accès significativement inférieur à une éducation de qualité. Les effets de ces exclusions sont aggravants. [8] Alors que de nombreux pays disposent de poches d'éducation efficace, les communautés pauvres souffrent de ressources moindres, de taux d'absentéisme des enseignements plus élevés et de la qualité de la gestion. [9] Ceci est le résultat de décisions politiques publiques et budgétaires, non seulement de facteurs environnementaux.
- **Qualité :** Le but de l'éducation n'est pas seulement d'assurer l'accès, mais d'assurer l'apprentissage et le développement des connaissances, des compétences et des attitudes qui favorisent la mobilité sociale.
- **Apprentissage tout au long de la vie :** La portée de l'éducation à l'ère de l'information doit dépasser l'éducation primaire pour couvrir non seulement l'éducation secondaire et universitaire, mais pour permettre aux travailleurs d'acquérir de nouvelles compétences et connaissances après la scolarisation formelle.

L'ODD 4 inclut les objectifs suivants :

1. Éducation primaire et secondaire universelle
2. Développement de la petite enfance et éducation préscolaire universelle
3. Égalité d'accès à la formation technique/professionnelle et supérieure
4. Compétences appropriées pour un travail décent
5. Égalité des sexes et inclusion
6. Alphabétisation universelle des jeunes
7. Éducation pour le développement durable et la citoyenneté mondiale

Ce cadre est un grand pas en avant dans le sens où il ne se concentre pas seulement sur les pays en développement, mais plutôt sur les défis d'une économie mondiale de plus en plus globalisée, interconnectée et dynamique. Les défis et les occasions de réforme, en ce sens, sont universels aux membres du PGO.

Il existe des données de référence mondiales pour suivre les progrès de ces indicateurs de l'éducation. L'UNESCO, Rapport mondial de suivi sur l'éducation (le Rapport GEM), a été désignée comme l'agence principale des Nations Unies pour suivre de manière indépendante les progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs d'éducation de l'ODD 4. Son rapport annuel inclut une compilation des indicateurs et des analyses de l'éducation au niveau national ainsi qu'une recherche plus approfondie sur les problèmes d'éducation actuels. Le Rapport GEM fournit une variété d'outils d'accès ouvert qui peuvent être utiles aux décideurs, aux responsables de l'éducation, aux OSC et aux activistes de l'éducation qui veulent mieux comprendre l'état de l'éducation dans leurs pays. [10]

L'éducation dans le PGO

Les membres du PGO ont manifesté un vif intérêt pour l'éducation dans les plans d'action. L'éducation est un des domaines politiques plus populaires au sein du PGO. À la fin de 2018, 52 des 84 membres disposant de plans d'action ont des engagements envers l'éducation. (« Environnement et Climat » et « Santé » suivent avec 45 membres travaillant sur chacun respectivement. « Infrastructure » et « Eau » sont à la traîne avec 25 membres ayant des engagements actifs.)

Au moins 160 engagements en matière d'éducation sont présents dans le PGO. Entre 2012 et 2017, le mécanisme d'évaluation indépendant (MEI) du PGO a évalué plus de 100 engagements en matière d'éducation dans les plans d'action du PGO. (Plus de 55 nouveaux engagements sont en cours d'évaluation.)

À ce jour, les membres du PGO ont inclus un certain nombre d'importantes réussites éducatives dans leurs plans d'action. Les conclusions du MEI fournissent un aperçu de la façon dont les engagements du PGO répondent à la promesse d'amélioration des systèmes d'éducation. Plutôt que d'analyser les 150 engagements (qui pourraient faire l'objet d'analyses futures), il est utile de se concentrer sur certains des engagements qui donnent de meilleurs résultats. Le MEI a donné à ces engagements des « étoiles » ou une désignation de résultats préliminaires « importants » ou « exceptionnels ». Ces termes indiquent que l'engagement a changé la façon dont les gouvernements ont géré ces domaines ou a montré un impact potentiel de transformation. Ils se divisent en quatre catégories :

- **Accès à l'éducation :**
  - Améliorer l'accès de base aux services numériques : Plan d'action du Danemark 2012
  - Développer l'éducation de base de la 6e à la 9e année : Plan d'action du Honduras 2012
- **Suivi des apports :**
  - Suivi du budget : Plan d'action de la République dominicaine 2014
  - Suivi des apports et des ressources : Plans d'action du Honduras 2014, Buenos Aires 2017
- **Numérisation des dossiers en ligne :**
  - Mise en ligne du matériel d'examen et de transcription : Système « e-Matura » en ligne de l'Albanie (plan d'action 2012) et système « Sí Virtual » en ligne de la Colombie (plan d'action 2015)
- **Suivi public des résultats :**
  - Diffusion systématique de l'accès à l'information sur les résultats scolaires et les services de santé ; mise en œuvre du suivi de la responsabilité : Plan d'action de la Mongolie 2015
  - Mécanismes participatifs nationaux : Colombie (plan d'action 2015)

Engagements limités dans la participation du public et la responsabilité

La plupart des pays du PGO utilisent leurs plans d'action pour se concentrer sur les réformes de modernisation (administration électronique) et de transparence. Quelques engagements mettent l'accent sur le suivi des résultats et l'engagement du public, mais par rapport au reste du PGO, la plupart se concentrent sur la publication d'informations.

- Sur 130 engagements dans l'éducation, environ 40 (31 %) visent à améliorer la participation civique et la responsabilité. Comparativement, cette proportion est plus petite que d'autres secteurs des engagements du PGO. (Environ la moitié de tous les engagements du PGO se concentrent soit sur la participation soit sur la responsabilité.)
- Sur les 40 engagements de participation du public et de responsabilité, la majorité concerne principalement la fourniture de données. Ces engagements contiennent un langage qui implique qu'il y aura une responsabilité et une surveillance supplémentaires du public, mais n'indiquent pas les mécanismes par lesquels la responsabilité aura lieu. Ce sont les catégories d'engagement les plus communes qui contiennent des éléments de participation du public. Certains engagements étaient liés à des dépenses ou à des

rendements particuliers, comme les qualifications des enseignants, la construction d'établissements ou des programmes subventionnés de nutrition scolaire. (Les plans d'action du PGO contenant ces engagements incluent : Albanie, El Salvador, Guatemala, Honduras, Indonésie, Macédoine du Nord et Pérou.) La publication des données est louable, mais elle sera plus efficace là où il existe un investissement et une adoption des moyens pour actionner ces données.

Des 20 engagements restants, certains sont plus clairs dans la façon dont ils espèrent favoriser une participation civique plus grande, même s'ils ne sont pas axés sur des éléments de responsabilité.

a. Engagements en matière d'éducation au civisme ou à la citoyenneté numérique visant à améliorer la compréhension du public à l'égard des médias numériques et la participation dans la vie civique (Estonie, Colombie, République dominicaine, Irlande et Italie)

b. Attention sur les qualifications et la formation des enseignants (Mexique (Jalisco), Panama et Sri Lanka)

c. Éducation aux droits des consommateurs (Mongolie), spécialement pour les personnes souffrant de handicap (Pérou)

d. Ressources et programmes d'éducation ouverte (Argentine, Brésil, République slovaque et États-Unis) (Voir « Leçons à tirer des réformateurs : Les arguments en faveur d'une éducation ouverte et une science ouverte, » plus loin pour une discussion plus vaste sur ce problème.)

Ceci démontre qu'une poignée de membres du PGO investissent dans des institutions durables pour la participation du public et la responsabilité dans l'éducation. Bien qu'il y ait eu un nombre notable d'engagements de publication de données ou de modernisation des systèmes d'éducation, des données tierces font apparaître qu'il existe un certain nombre de domaines de croissance, si les gouvernements continuent d'utiliser leurs plans d'action du PGO pour améliorer l'éducation.

"Des élèves de l'école Myangad Soum de Khovd, en Mongolie, améliorés grâce à des mesures de responsabilisation sociale." Photographie du Partenariat pour Gouvernement Ouvert

Frontières de l'éducation et du gouvernement ouvert

Une approche ouverte et efficace du gouvernement pour améliorer l'éducation requiert un mélange d'approches : (1) améliorer la responsabilité sur les résultats d'apprentissage; (2) améliorer la responsabilité sur les apports pédagogiques; (3) et renforcer les données qui sous-tendent les décisions, y compris la décomposition par sexe. Cette section examine l'état de l'innovation dans les engagements du PGO, ce qui peut ouvrir la voie à des engagements plus forts.

Engagement communautaire et responsabilité pour l'apprentissage

La responsabilité pour l'apprentissage est complexe étant donné la gamme des acteurs impliqués dans l'éducation. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2017-2018, *Rendre des comptes en matière d'éducation : Tenir nos engagements*, établit un cadre pour comprendre les droits et les responsabilités de ces acteurs. [11] Il comprend le devoir des gouvernements de créer des mécanismes permettant aux gens de tenir les fonctionnaires pour responsables, le rôle des règlements scolaires pour fournir de meilleurs résultats, la responsabilité des enseignants pour une instruction de qualité, les rôles des citoyens dans le suivi des performances des enseignants, les rôles des parents pour assurer la présence des élèves et des environnements sûrs et les rôles des organisations internationales dans l'établissement d'objectifs et de normes et dans les finances. Compte tenu de cette complexité, les lecteurs sont invités à consulter le rapport ci-dessus pour plus d'inspiration et d'idées. Le cadre qu'il fournit repose en grande partie sur une synthèse d'initiatives et d'innovations efficaces, plutôt que sur une analyse statistique de la responsabilité actuelle dans l'éducation.

En fait, il n'y a pas de données internationalement comparables collectées à grande échelle sur l'engagement communautaire et la responsabilité dans l'éducation. Ce n'est pas le cas dans d'autres secteurs, comme l'environnement (qui a l'indice de démocratie environnementale du World Resources Institute et l'indice de démocratie environnementale de Yale), l'eau et l'assainissement (qui a la base de données GLAAS), les budgets (qui a le Partenariat Budgétaire International), et la

loi administrative (qui a les Indicateurs mondiaux de la gouvernance réglementaire de la Banque mondiale). La généralisation de l'état de l'engagement communautaire et de la responsabilité dans l'éducation est ainsi difficile. Ce qui est clair, toutefois, c'est que si ces données sont recueillies, elles ne sont pas systématisées, publiques ou comparables.

En l'absence de données interrégionales, il existe des indices prometteurs au sein des pays du PGO. Un certain nombre ont utilisé leurs plans d'action pour faire progresser la surveillance publique, même si le nombre total est petit. De façon encourageante, ces membres ont investi dans des systèmes et des institutions, plutôt que dans des outils uniques pour faire progresser la responsabilité dans l'éducation. Des trois engagements ayant reçu une étoile du mécanisme d'évaluation indépendant, deux sont toujours en cours, et celui de la Mongolie a été réalisé.

- **Arménie** (plan d'action 2014) : Cette réforme visait à éliminer les conflits d'intérêts pour les membres des conseils d'administration des institutions d'éducation secondaire. Les places du « Parent » étaient souvent contrôlées ou occupées par des membres de l'administration.[12] Cette réforme est toujours en cours. Bien que de nouvelles règles n'aient pas encore été mises en pratique, le MEI constate des progrès considérables sur le passage de la législation applicable.
- **Mongolie (plan d'action 2015) :** Cet engagement de 2015 visait à assurer la diffusion systématique de l'accès à l'information sur les performances scolaires et les services de santé au niveau de la communauté. De plus, le système d'éducation a investi dans la formation des parents et des animateurs socioculturels pour commencer à suivre la responsabilité. Cette situation est particulièrement remarquable dans un pays où un grand pourcentage d'élèves sont dans des pensionnats et les parents sont semi-nomades. Dans la province de Khovd, qui faisait partie d'une initiative plus grande soutenue par la Banque mondiale pour améliorer la responsabilité sociale, les activités ont été particulièrement réussies. Des efforts ont été déployés pour remédier au manque d'informations et d'accès au processus décisionnel en matière de gouvernance scolaire, d'affectation des ressources, de suivi des dépenses et de planification opérationnelle dans dix écoles secondaires dans des comtés isolés à faible revenu. Des responsables de l'éducation et des OSC locales ont rédigé un plan d'action, et sollicité son approbation, qui incluait une affectation budgétaire pour la formation des moniteurs, la participation parentale et des OSC dans le processus d'élaboration du budget de l'école, le compte rendu public des performances scolaires, et la mise à la disposition des conseils d'école et du public des rapports d'audit des écoles. [13]
- **Tbilissi, Géorgie (plan d'action 2017) :** En 2017, le gouvernement de Tbilissi a proposé une législation pour permettre au public de superviser les processus de planification et de budgétisation par le biais d'organisations de suivi indépendantes. Même si les sites Internet ont été développés et la législation rédigée, elle n'a pas été adoptée en raison du changement d'administration. L'élaboration est toujours en cours.

À un niveau minimum, les membres du PGO pourraient commencer à faire l'inventaire des endroits où il existe des institutions ayant des mécanismes de responsabilité fonctionnels dans leurs communautés. Cela peut inclure : des institutions parent-enseignant-administrateur qui soutiennent les activités scolaires; des comités de gestion d'écoles impliquant les citoyens, qui fournissent des mécanismes de responsabilité et une fonction de conseils; et des rôles de médiateur et de défenseur, qui fournissent un moyen de représenter les élèves et les parents auprès des administrations. À un niveau intermédiaire, les comités peuvent créer des incitations pour les administrateurs, les enseignants et les parents en vue de développer et soutenir de telles institutions. À des niveaux plus avancés, un suivi continu du rendement et des évaluations de l'impact peuvent fournir la base pour suivre les progrès des résultats éducatifs. En fonction de ces informations, une analyse peut être effectuée pour cerner les facteurs d'un mécanisme de responsabilité efficace. De plus, des politiques et des pratiques peuvent être mises en place pour améliorer la performance de ces institutions disposant d'un mécanisme de responsabilité.

"Botshabelo, Afrique du Sud." Photographie de Homocosmicos, Adobe Stock

LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS :

Les arguments pour la responsabilité dans l'éducation : l'Afrique du Sud

Les systèmes d'éducation fonctionnent mieux lorsque le public a accès aux informations, la possibilité de participer et d'influencer la prise de décision, et la capacité de chercher des réponses auprès des gouvernements. Pour le comprendre, il est utile d'examiner de plus près la recherche récente de l'Afrique du Sud.

The Les politiques de gouvernances de l'éducation[14] de base plaident en faveur d'une meilleure participation du public dans la prise de décision et le suivi. Malgré des niveaux de financement de l'éducation fortement supérieurs, les salles de classe du Cap-Occidental de l'Afrique du Sud ont des résultats pires que ceux des écoles avec des ressources moindres. Si le rendement était bon, une grande partie de celui-ci était attribuable au leadership des directeurs d'école. Lorsque ces directeurs quittaient leur poste, le rendement diminuait souvent. Pourtant, dans d'autres cas, un changement de direction n'a pas entraîné de baisses semblables. Pourquoi? À un niveau fondamental, il y avait une plus grande participation des parents et des éducateurs et une responsabilité mutuelle, avec des récompenses régulières pour les bonnes performances et des sanctions pour une responsabilité plus faible. Ce contraste est encore plus évident lorsque l'on compare le Kenya à l'Afrique du Sud. Le Kenya dispose d'une fraction du financement et des établissements scolaires, tout en ayant des résultats globaux plus élevés sur des tests comparables à l'échelle internationale. Encore une fois, cela est en partie attribuable à l'implication des parents dans les résultats éducatifs, récompensant les meilleures écoles avec des défilés et s'inquiétant lorsque des écoles étaient en difficulté. [15]

Il convient de disséquer les composantes pour améliorer les résultats d'apprentissage, ainsi que les domaines où des approches de gouvernement ouvert peuvent créer le plus grand impact. **Les éléments individuels comprennent :**

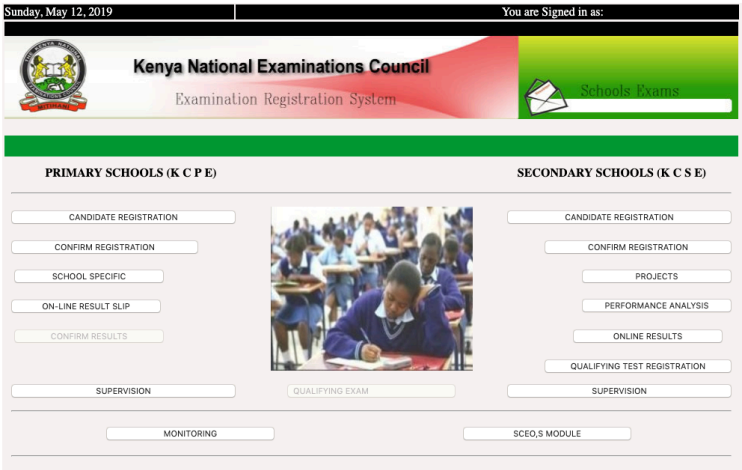
- Collecte des données des résultats et des apports : Lorsque c'est possible, ces données sont standardisées. De nombreux pays utilisent le Programme international pour le suivi des acquis des élèves, ou PISA, qui permet des comparaisons dans le pays et entre pays. Alors que le PISA a été accepté dans de nombreux endroits, l'ODD 4 invite à mesurer l'apprentissage en 2e et 3e années, ce qui permettra aux éducateurs de remédier plus tôt aux lacunes en

matière d'apprentissage. C'est un domaine encore en développement.

- Publication régulière des données en temps opportun : Elle doit être faite d'une manière que la communauté puisse comprendre. Le Kenya, par exemple, publie et fournit toutes les données par le biais de son portail de données ouvertes. En 2013, Code4Kenya a réutilisé ces données et les a fournies aux écoles. [16] Plus récemment, le Kenyan National Examinations Council a adopté ce système, et les parents peuvent maintenant vérifier le rendement des écoles. [17] (Voir ci-dessous)
- Gouvernance participative et responsabilités : Il est important que cela se fasse à l'échelle de l'école. La Mongolie est sur le point d'adopter des associations parent-enseignant en collaboration avec le Partenariat mondial pour le développement social[18] et le Partenariat pour la transparence des fonds. [19]
- Mesures de participation dans les systèmes d'évaluation, de diffusion et d'engagement. [20] L'Inde effectue un compte rendu régulier de la sensibilisation et de la participation des parents dans de telles organisations, disponible sur son site PTA. Bien entendu, le fonctionnement de ces domaines varie grandement selon l'emplacement, mais une étape ultérieure pourrait être de comparer ces différentes fonctions entre localités. Ce travail est effectué en Inde et d'autres pays par des approches ascendantes initiées par le People's Action for Learning Network, où les communautés évaluent de façon indépendante et diffuse les résultats du suivi de l'apprentissage dans les régions les plus pauvres. [21]

Ces mêmes éléments peuvent également être mis en œuvre à l'échelle politique, budgétaire et administrative.

Le Kenyan National Examinations Council fournit des rapports par école sur le rendement lors des examens.



Source : Kenya National Examinations Council, Système d'enregistrement des examens, https://www.knec-portal.ac.ke/.

Engagement communautaire et responsabilité pour des apports pédagogiques

Les pays du PGO comptent un certain nombre d'engagements fructueux qui donnent au public la possibilité de suivre les budgets, les dépenses et la prestation des services à l'échelle de l'école. C'est un domaine qui doit continuer à croître à la fois dans la pratique et parmi les engagements du PGO. Et même s'il existe un consensus croissant sur l'importance de l'apprentissage autant ou plus que les apports pédagogiques, les apports sont bien entendu toujours importants. Les gouvernements doivent encore faire d'importants investissements: les enseignements ont besoin des bonnes formations et compétences pour bien faire leur travail; les enseignants ont besoin de matériel d'apprentissage et de soutien continu pour continuer à perfectionner leur savoir-faire; les systèmes scolaires ont besoin de bâtiments; et les programmes de nutrition scolaire doivent assurer aux élèves des repas sains et nourrissants.

Surtout, ces engagements seront plus efficaces lorsqu'ils sont accompagnés de mécanismes de responsabilité renforcés. La responsabilité est plus durable lorsque les règles établissent et maintiennent des institutions publiques de surveillance dotées de forts mandats. Le Centre de ressources anticorruption U4 a utilement souligné les principaux facteurs institutionnels nécessaires pour améliorer la qualité de l'administration dans le secteur. Voir « Directives et normes : Facteurs de responsabilité. ») Alors que certains de ces facteurs sont internes au gouvernement, beaucoup contiennent des éléments forts de gouvernement ouvert. Toutes les réformes rendraient les « règles du jeu » claires et publiques pour la prise de décision dans l'éducation.

Au sein du PGO, il y a eu un certain nombre d'engagements de suivi des apports publics dans le PGO qu'il convient de noter et de s'en inspirer :

- **Lutte contre la corruption au Brésil** (plans d'action 2011 et 2013) : Dans ses deux premiers plans d'action, le Brésil a mis en œuvre quatre engagements pour renforcer la surveillance de la gestion des écoles et de l'attribution des ressources. Il s'agissait du « Plan de développement scolaire interactif », du « Panneau de contrôle du système intégré de surveillance et de suivi », du « Programme national de renforcement des conseils d'école » et de la « Génération de connaissances et renforcement des capacités des gestionnaires et des partenaires des exploitants de ressources publiques et des conseillers pour le contrôle social ». Ensemble, ces quatre engagements comprenaient une série d'activités pour améliorer la gestion locale des écoles, établie dans la loi sur l'éducation de 1996. Cela comprend le renforcement de la fonction de surveillance des conseils d'école, qui incluent des membres de la communauté. En particulier, ils se concentreront sur la budgétisation et le suivi de la construction d'écoles. Selon les rapports du MEI les plus récents, ces engagements étaient en grande partie achevés, même si de nombreux budgets et contrats que ces conseils étaient censés suivre n'ont pas encore été rendus publics. Par ailleurs, le taux de formation des parents et des administrateurs pour faire fonctionner efficacement les conseils a ralenti. Néanmoins, cela représente un effort louable à long terme au Brésil.
- **Infrastructure éducative à Buenos Aires** (plan d'action 2017) : Selon le MEI, la ville de Buenos Aires a fait un grand pas en avant dans ses engagements pour améliorer la responsabilité et la transparence dans les travaux publics pour l'éducation. L'engagement a permis de centraliser toutes les données sur les principaux travaux publics d'éducation, de développer une plateforme centralisée pour présenter ces données et, surtout, de mettre en place un mécanisme de compte rendu citoyen permettant au public de poser des questions sur les progrès, les retards et d'exprimer des préoccupations.

"Le professeur de sciences politiques Evans Aggrey-Darkoh donne une conférence à l'Université du Ghana." Photographie de Dominic Chavez, Banque Mondiale

- **Participation et surveillance citoyenne dans l'éducation au Salvador** (plan d'action 2016) : Le gouvernement salvadorien a reçu des plaintes concernant des inefficacités du système éducatif, telles que des problèmes de livraison d'uniforme, les déjeuners à l'école et la faible qualité du personnel enseignant. Les OSC ont dit craindre que l'approche adoptée pour résoudre ces problèmes ait été unique et au cas par cas. Comme solution de rechange, elles ont proposé de meilleures structures pour assurer le suivi à long terme. L'objectif de cet engagement était d'aborder ce suivi en établissant des mécanismes de suivi dans des centres d'éducation dans certaines parties du pays. À ce jour, une partie de l'infrastructure juridique de base a été mise en place, mais les mécanismes finaux n'ont pas été établis ou, dans de nombreux cas, par manque de membres actifs ou de formation. Le gouvernement a effectué des enquêtes de base des besoins des conseils là où ils existent, mais l'attribution des ressources et de la formation est toujours en cours. Le MEI a recommandé de commencer la mise en œuvre d'un certain nombre de projets pilotes. [22]
- **Recrutement d'enseignants et d'administrateurs au Honduras** (plan d'action 2014) : Le Honduras s'est engagé à rendre le recrutement du personnel scolaire plus transparent et participatif. Il s'agit notamment d'amener les citoyens à observer les performances des candidats aux postes de directeur et de les impliquer dans le processus de recherche. Au moment de l'examen du MEI (2016), les embauches finales n'étaient pas encore en place en raison de problèmes de calendrier associés aux réglementations en matière d'embauche. Néanmoins, l'idée d'impliquer le public dans ce recrutement reste un pas en avant important.

Ces cas soulignent le potentiel pour un engagement plus grand du public. À l'avenir, les pays membres peuvent envisager des investissements et des engagements dans des plans d'action du PGO axés sur l'amélioration de la transparence et de la responsabilité autour de ces domaines clés :

- **Les infrastructures :** la fourniture de matériel d'apprentissage essentiel (manuels scolaires et autres ressources d'apprentissage);
- **Les soutiens sociaux :** par ex., nutrition, uniformes, transferts d'argent conditionnels et bourses d'études;
- **Le personnel :** le nombre et le déploiement d'enseignants qualifiés et autre personnel de soutien associé;
- **La présence des enseignants** et le niveau de soutien continu que les enseignants reçoivent pour faire leur travail; et
- **Les mesures du rendement scolaire** et des résultats d'apprentissage pour tous les enfants.[23]

DIRECTIVES ET NORMES

Facteurs de responsabilité

Le Centre des ressources anticorruption U4 souligne les étapes qui peuvent être prises pour améliorer la responsabilité dans l'éducation dépassant largement les données ouvertes. La liste fournie donne un certain nombre de réformes qui peuvent servir de points de départ pour le développement d'engagements et d'actions du PGO. Les facteurs nécessaires pour une responsabilité forte incluent :

- Des administrations indépendantes politiquement, des règles et des procédures de gestion précises
- Des normes et des règles claires pour le recrutement et la promotion d'enseignants basés sur le mérite
- Des critères clairs pour les admissions et les examens des élèves
- Des codes de conduite pour contrôler le respect des règles et pour appliquer des mesures punitives en cas de non-respect.
- Des règles sur les conflits d'intérêts
- Des organismes d'examen autonomes
- La participation des parents, des enseignants et de la société civile à la planification et à la gestion
- Des mécanismes de plainte sur l'accès à l'information, à la disposition de toutes les parties intéressées (y compris les droits des dénonciateurs)
- Un contrôle interne et externe des conseils d'accréditation pour les institutions privées

"En observant sur l'éducation, Kaski, Népal." Photographie de Banque Mondiale

LEÇONS À TIRER DES RÉFORMATEURS

La transparence des résultats d'apprentissage en République dominicaine est le début des améliorations, pas la fin

Le plan d'action de la République dominicaine 2016 a axé ses efforts d'éducation sur le développement d'un outil numérique, le « Système de gestion des centres éducatifs (SIGERD) », permettant aux parents et aux tuteurs d'obtenir des données sur les processus relatifs au rendement et à la supervision à l'échelle de l'école. Le Ministère de l'Éducation a mis l'outil à l'essai dans cinq écoles avant d'étendre l'essai à plus de 120 centres d'éducation dans 18 régions du pays.

Le système SIGERD inclut de nouvelles fonctionnalités, comme :

- Interconnexion avec d'autres portails en matière d'éducation, comme l'EDUPLAN, le registre des statistiques, comprenant les indicateurs de performance
- Des outils de recherche qui permettent la comparaison des informations entre différents sites dans et entre les districts scolaires
- Un système pour alerter le personnel pédagogique et les parents de la disponibilité de nouvelles informations
- Un suivi des données à l'échelle de l'école, notamment la présence des élèves, les horaires, les niveaux, le personnel, l'infrastructure et les indicateurs de performance

Au moment de l'évaluation, ce système était fonctionnel. Toutefois, il était aussi protégé par mot de passe et il fallait l'autorisation des autorités scolaires pour accéder aux informations sur le niveau de rendement, y compris les données disponibles d'une autre manière au public. Même si certaines données doivent être protégées pour la confidentialité des dossiers des élèves ou des problèmes de personnel, d'autres informations sont déjà publiquement disponibles ou doivent l'être. En ce sens, le système est un début prometteur sur la voie de la transparence et de la participation, mais beaucoup peut être fait pour renforcer la surveillance publique et parentale de ces centres d'éducation.

"Centre d'apprentissage de la petite enfance, Saint Domingue." Photographie de Présidence de la République Dominicaine

"Cours de français à l'école primaire Sogman Turquie." Photographie de Banque Mondiale Banque Mondiale

Transparence pour la responsabilité

La transparence favorise une meilleure responsabilité. Des institutions garantissant la responsabilité et des incitations pour améliorer la performance et l'efficacité sont essentielles, mais sans les données adéquates pour éclairer les décisions, il est difficile de comprendre si, où et comment elles s'améliorent. Cette section examine quelques exemples d'utilisation de données comparables sur l'éducation au niveau de l'école pour améliorer la responsabilité dans les systèmes d'éducation afin de démontrer la façon dont les plans d'action du PGO peuvent améliorer la prestation de services.

L'état général des données pour la transparence peut être décrit comme une « mosaïque ». Il y a souvent des poches de données solides au niveau local, dans des projets pilotes, ou dans des efforts ponctuels de collecte de données. Dans certains cas, on dispose de données solides à l'échelle nationale, mais elles ne sont pas suffisamment ventilées. Cette situation peut être due, en partie, à l'ampleur du système ou au nombre de parties prenantes. Dans un certain nombre de pays, il se peut que ce soit une question de fédéralisme ou de décentralisation; un problème de division des pouvoirs et de responsabilité entre les niveaux.

De nombreux engagements s'occupent de la collecte et de la systématisation des données. L'encadré à la page précédente discute de l'expérience du pays dans l'élaboration d'un système pour publier et faire connaître les données afin de sensibiliser les parents et les administrateurs sur la façon dont leurs écoles répondent aux besoins des enfants.

Au-delà des engagements individuels, il peut être essentiel d'examiner l'état des données sur l'éducation dans les pays du PGO. Cet examen peut cerner les engagements futurs afin d'améliorer l'état des données pour une meilleure responsabilité et une participation significative du public dans l'éducation. En suivant la structure des deux sections précédentes, cette section examine l'état des données d'abord pour les résultats éducatifs puis pour les apports.

Transparence des résultats éducatifs

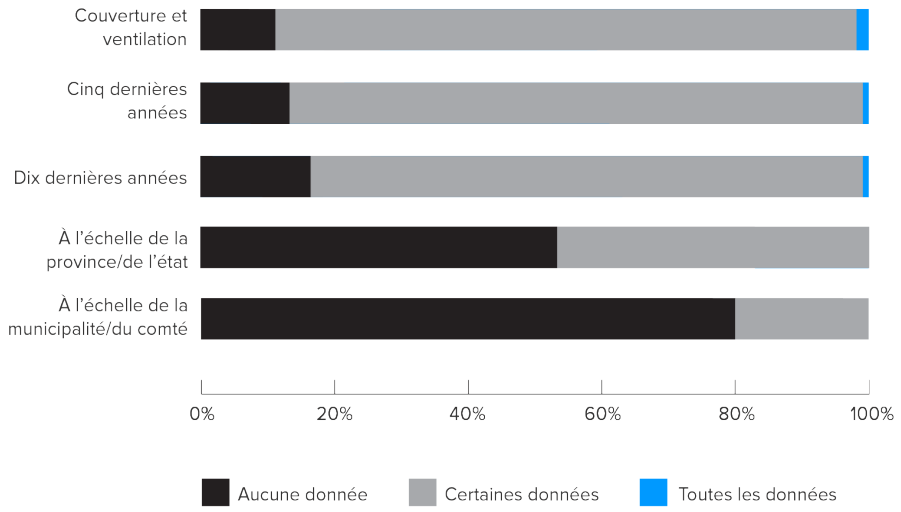
Dans la communauté éducative, il existe un certain nombre d'initiatives essentielles pour recueillir, synthétiser et utiliser des données. Ces initiatives (particulièrement, l'Institut de statistique de l'UNESCO[25]) jouissent d'une forte crédibilité dans la communauté éducative et fournissent un point de départ utile pour concevoir des engagements. Sept initiatives internationales sont décrites dans les « Directives et normes » plus loin. Cependant, les initiatives ne comportent pas d'analyses systématiques sur la disponibilité des données sur l'éducation dans tous les pays du PGO et ne disposent pas de données sur la couverture infranationale ou chronologique dans les systèmes statistiques nationaux.

Pour mieux comprendre les données sur les résultats scolaires, ce rapport offre un aperçu de l'état des données disponibles sur les sites statistiques nationaux.

Il s'appuie sur des examens de source primaire des bases de données éducatives et statistiques nationales produites par la World Wide Web Foundation (Open Data Barometer) et l'Open Data Watch (Open Data Inventory ou ODIN). La valeur des données de l'ODIN en particulier est qu'elle est liée aux documents de source primaire sur les sites Internet de l'Office national des statistiques (ONS) et couvre chaque pays du PGO.[26] Cela montre surtout qu'il existe des lacunes importantes dans les données à l'échelle nationale.

- **Disponibilité :** L'Open Data Barometer a effectué une enquête en 2017 auprès de 83 % des pays du PGO. Les résultats ont montré que 100 % des pays du PGO ont recueilli des données sur l'assiduité, les diplômes et les performances des élèves. Cela ne signifie toutefois pas que le même nombre a publié ces données; seulement 85 % ont publié ces données. Pour les 15 % qui ne publient pas ces données, les engagements de publication de ces données constitueraient une avancée majeure. (En revanche, l'Open Data Inventory d'Open Data Watch examine si les données sur les résultats sont disponibles, y compris les inscriptions, les taux d'achèvement et le rendement aux examens. Ces données couvrent la totalité des pays du PGO et 97 % d'entre eux ont publié certaines données sur ces trois ensembles d'indicateurs. Ce résultat est plus optimiste que celui constaté par l'Open Data Barometer.)
- **Ventilation :** L'ODIN voit si les données sont ventilées par sexe, niveau scolaire, âge de l'étudiant et type d'école (public, privé ou religieux). Alors que plus de la moitié sont ventilées par sexe, et certaines par âge scolaire, très peu de données présentées sont ventilées par âge ou type d'école. Dans l'ensemble, moins de 3 % des pays du PGO disposaient de données ventilées sur les résultats éducatifs (accessibles à l'échelle nationale) par les trois indicateurs.
- **Période couverte :** Les données de série chronologique sont essentielles pour suivre les progrès ou les baisses de rendement. Moins d'un dixième des pays du PGO disposent de données de série chronologique au cours d'une décennie ou même des cinq dernières années.
- **Décentralisation :** Pas un seul pays du PGO ne disposait d'un centre de données centralisé avec des résultats à l'échelle municipale ou provinciale. Ce n'est pas parce que les données n'existent pas. C'est plutôt le résultat de la mosaïque de données disponible sur les résultats, parfois disponible uniquement pour certaines provinces ou localités.

FIGURE 2. **Peu d'ONS de pays du PGO sont reliés aux données sur les résultats éducatifs (inscriptions, diplômes et résultats aux examens)**



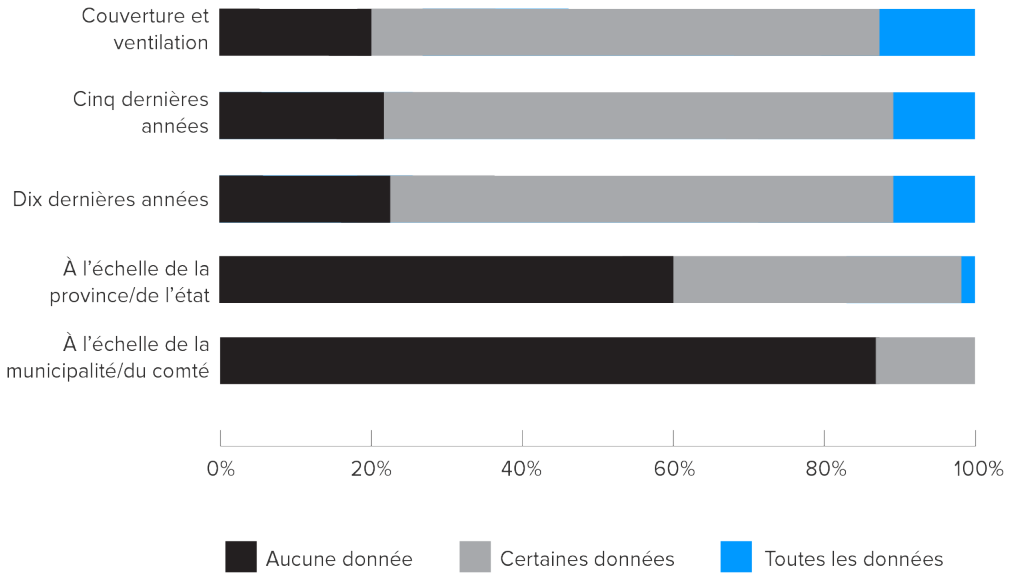
Source : Open Data Inventory de l'Open Data Watch 2017 Indicateurs 3.1-3.3 (n = 79)

Transparence des apports pédagogiques

Dans l'ensemble, les données de l'ODIN indiquent que les données des apports pédagogiques suivent les systèmes statistiques nationaux des pays du PGO selon à peu près le même modèle que les données sur les résultats scolaires. Les données suivent la disponibilité et la couverture du nombre d'écoles, du nombre d'enseignants et le budget annuel de l'éducation, disponibles dans les systèmes statistiques nationaux, y compris les ministères de l'Éducation.

- **Disponibilité et ventilation :** Une petite minorité de pays du PGO mettent à disposition toutes les données ventilées par groupes d'âge d'élève, niveaux scolaires (primaire, secondaire et tertiaire) et types d'école (public, privé et religieux). La plupart des pays du PGO mettent à disposition quelques données. Pour les budgets, de nombreux pays du PGO n'ont pas de ventilation par type de dépense, bien que la plupart disposent d'une budgétisation de base des ressources disponibles publiquement.
- **Période couverte :** En comparaison des résultats scolaires, la plupart des pays du PGO ayant des données de base sur les écoles disposent de données disponibles sur plusieurs années (voir Figure 3, rangées 2 et 3).
- **Décentralisation :** La plupart des systèmes statistiques nationaux étudiés ne disposent pas de données disponibles à l'échelle provinciale et locale de l'administration (voir Figure 3, rangées 4 et 5 respectivement).

FIGURE 3. **Peu d'ONS de pays du PGO sont reliés aux données sur les établissements éducatifs (budgets, écoles, nombre d'enseignants)**



Source : Open Data Inventory de l'Open Data Watch 2017 Indicateur 2.1-2.3 (n = 79)

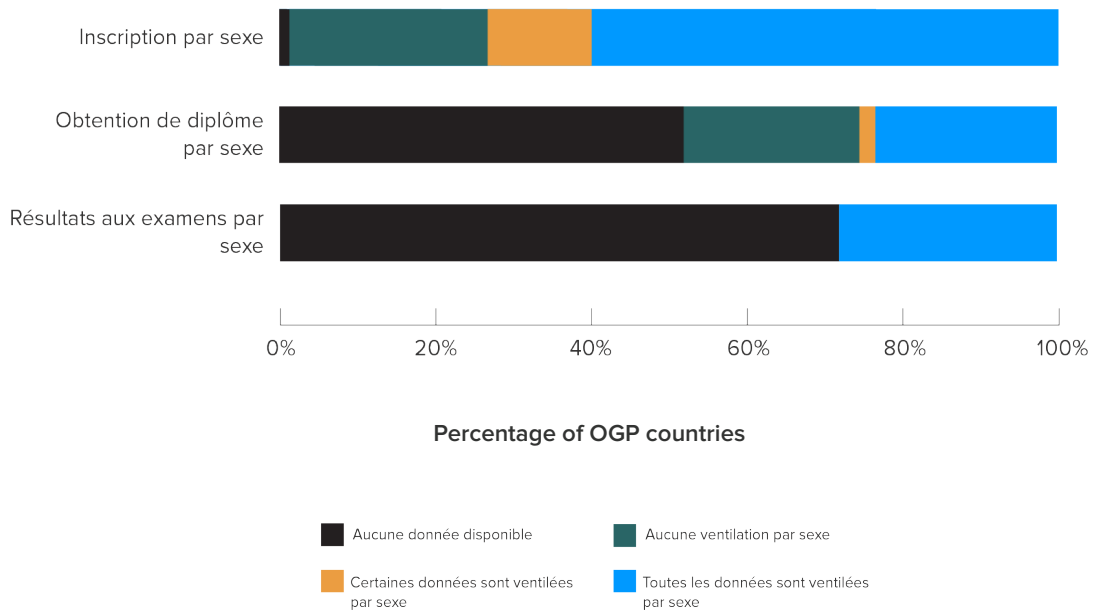
Éléments de couverture

Ventilation des données par sexe et type d'école

Deux domaines sont d'un intérêt particulier dans le cadre de l'examen des modèles de ventilation : le sexe et le type d'école. Le sexe est important du point de vue de l'égalité des chances, utile pour déterminer s'il existe une différence dans les résultats éducatifs. Un examen plus attentif (voir figure 4) des données de l'ODIN couvrant les 79 pays du PGO montre que :

- La plupart des pays du PGO ventilent les inscriptions par sexe.
- Environ la moitié des pays du PGO ne publient pas les taux d'obtention de diplôme. Parmi ceux qui le font, la plupart ne les décomposent pas par sexe. En conséquence, l'obstacle majeur semble être la publication en général.
- La grande majorité des bureaux statistiques nationaux ne publient pas de données d'examen en général. Parmi la minorité (environ 25 %) qui le fait, tous publient des données ventilées par sexe. En conséquence, pour de nombreux pays qui travaillent pour publier des données sur les examens de compétence, ce serait mieux de ventiler ces données par sexe dès le départ.

FIGURE 4. **L'absence de données en général est le plus grand obstacle pour obtenir des données sur les résultats des élèves ventilées par sexe**



Source: Open Data Watch Open Data Inventory 2017 Indicators 3.1-3.3 (n=79)

Très peu de pays publient des données sur les résultats ventilées par type d'école. Les données sur le type d'école sont particulièrement difficiles à collecter dans de nombreux pays, car les écoles privées, à charte ou religieuses peuvent desservir une partie importante de la population scolaire, mais n'établissent pas forcément des rapports sur résultats de la même manière que les écoles publiques. Cela peut signifier que les parents paient pour un enseignement privé qui représente ou non un meilleur rapport qualité-prix pour les enfants ou que le gouvernement subventionne des écoles dont le rendement est faible (que ce soit par des bons, transferts d'argent, bourses d'études, subventions ou prêts subventionnés destinés à l'éducation). Un examen des données de l'ODIN des bureaux statistiques nationaux montre qu'il s'agit d'un important domaine pour une action future pour de nombreux gouvernements du PGO qui souhaitent améliorer les données ouvertes sur l'éducation. Les principales conclusions de cet examen sont les suivantes :

- La plupart des gouvernements publient des données sur les inscriptions, mais seulement la

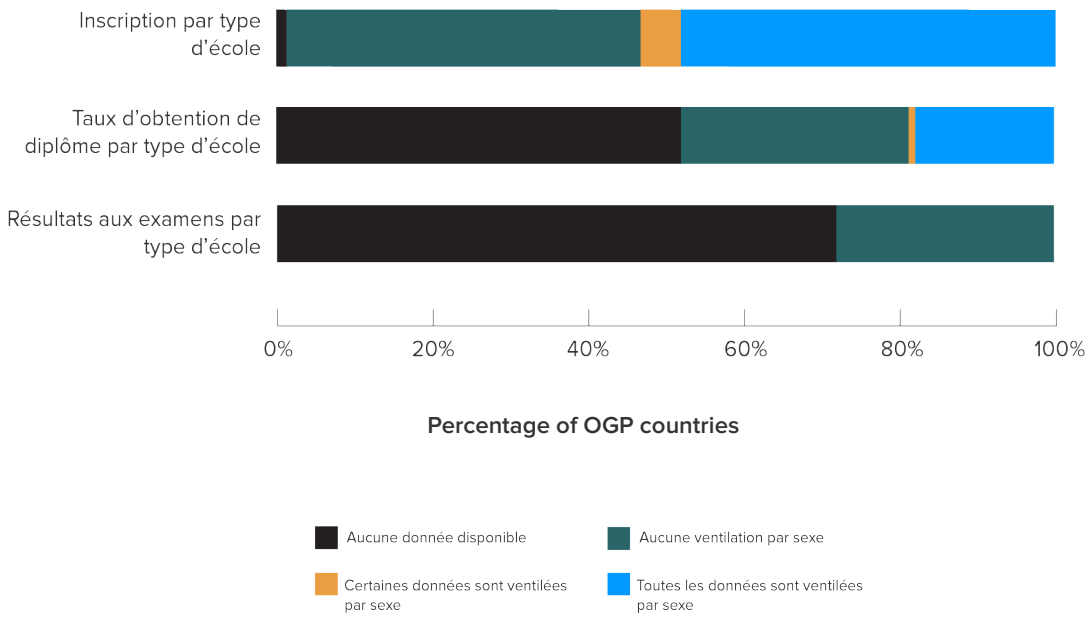
moitié suivent le type d'école que les élèvent fréquentent.

- Moins de la moitié publient des données sur l'obtention de diplôme, et parmi ceux qui le font, moins d'un tiers ventilent les taux d'obtention de diplôme par type d'école.
- Aucun membre du PGO n'a publié actuellement des données sur les examens de compétence ventilées par type d'école sur le site de leur organisation statistique nationale.

Encore une fois, les pays du PGO continuent de montrer un grand intérêt pour les réformes axées sur l'éducation et les efforts qu'ils ont déployés jusqu'à présent sont prometteurs. À l'avenir, ces résultats permettent aux engagements d'être plus stratégiques en ce qui concerne l'élimination des obstacles pour de meilleurs résultats d'apprentissage. Les points importants à retenir lors de l'examen de l'objectif de ce travail sont les suivants :

1. Même si les pays du PGO sont plus performants que ceux ne faisant pas partie du PGO, ils ont encore beaucoup de travail à faire, à commencer par la publication de données ventilées (sexe, niveau, et type d'institution) et s'assurer que les données sont publiées périodiquement.
2. Les données sur les résultats éducatifs sont à la traîne par rapport aux données sur les établissements. Cela dit, les deux pourraient voir une amélioration considérable.
3. Les données sont peut-être recueillies, mais elles ne sont pas encore systématiquement archivées et téléchargeables. Par ailleurs, une grande partie peut rester à l'échelle locale et des états, ou ne pas être publiée dans un format ouvert dans tous les ministères.

FIGURE 5. **Les données sur les résultats de l'éducation ventilées par type d'école (public, privé, religieux) sont largement indisponibles dans les pays du PGO**



Source: Open Data Watch Open Data Inventory 2017 Indicators 3.1-3.3 (n=79)

DIRECTIVES ET NORMES

Sept ressources essentielles pour soutenir les approches du gouvernement ouvert à l'éducation

Cette section du rapport mondial du PGO concerne une fraction des interventions potentielles en vue de renforcer la transparence, la responsabilité et la participation dans l'éducation. Dans le domaine même, les réformateurs bénéficieraient d'un certain nombre de ressources à mesure qu'ils prendraient des engagements plus efficaces en matière d'éducation.

1 Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO publie des rapports thématiques tous les deux ans sur des questions importantes dans l'éducation mondiale.[27] Le rapport 2017-2018 a été axé sur la responsabilité dans toutes les écoles. Même s'il n'y a pas d'analyse pays par pays, il contient des études de cas et des exemples d'interventions fructueuses pour renforcer la responsabilité. [28]

2 L'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO travaille en étroite collaboration avec les ministères de l'Éducation et dispose d'une grande variété de ressources, y compris un portail d'apprentissage offrant des ressources sur le suivi et la planification avec un large éventail de parties prenantes. [29]

3 L'Institut de statistiques de l'UNESCO recueille et consolide des données éducatives auprès des gouvernements. Il est aussi chargé d'établir des rapports sur l'ODD 4 et les indicateurs à l'échelle internationale. [30]

4 Les Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS, leur acronyme en anglais) de l'UNICEF disposent d'un certain nombre d'outils et de modules pour soutenir les gouvernements en vue d'impliquer les parents dans le suivi de l'éducation et dans l'éducation des enfants. Les gouvernements peuvent chercher un soutien par le biais des MICS pour mieux comprendre le rendement et la gouvernance des écoles. Il y a parfois un financement pour soutenir ces efforts. [31]

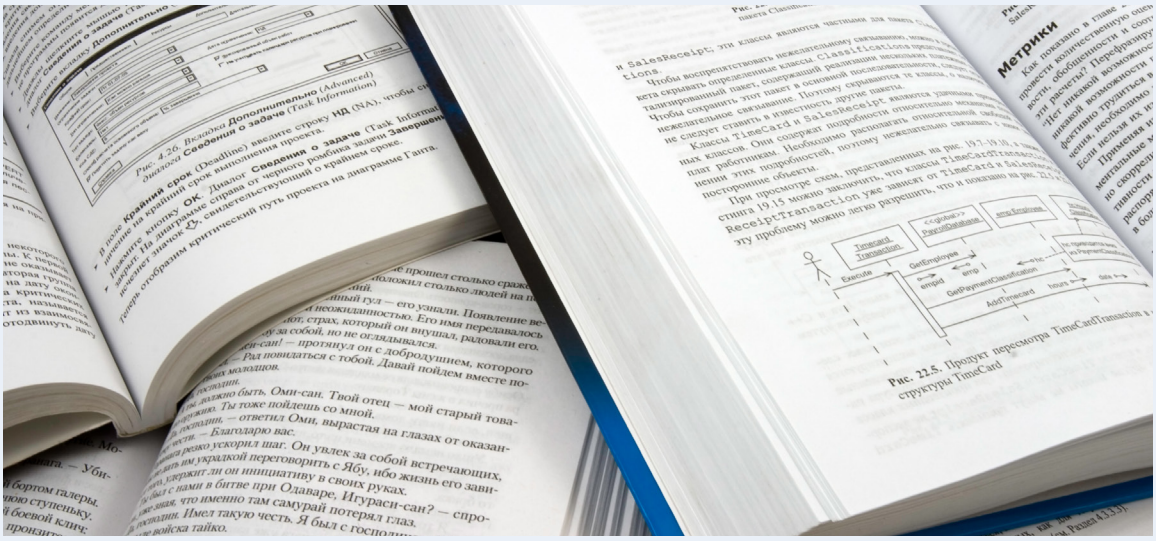
5 Au moyen du programme « Data Must Speak » (Les données doivent parler), l'UNICEF travaille dans plusieurs pays et collabore avec les ministères de l'Éducation, les chefs d'établissement, les enseignants et les communautés afin d'utiliser les données sur l'éducation pour la prise de décision. L'un des objectifs du programme est de plaider en faveur de données de meilleure qualité et ouvertes sur l'éducation et d'encourager les investissements dans ce domaine, et d'aider les communautés à utiliser ces données. Les membres du PGO peuvent travailler avec l'UNICEF par le biais de ce programme ou apprendre d'autres pays déjà impliqués dans l'initiative Data Must Speak. [32]

6 Le Partenariat mondial pour l'éducation est un partenariat multipartite qui fournit une assistance technique, des connaissances et des ressources sur l'innovation, et un soutien financier aux pays en développement partenaires en vue d'atteindre leurs objectifs nationaux en matière d'éducation. [33] Ce partenariat permet aux membres du PGO de mieux atteindre leurs objectifs en matière d'éducation, notamment par une réforme pour un gouvernement ouvert et l'amélioration des données.

7 La World Inequality Database on Education examine l'accès à l'éducation et les résultats d'apprentissage du point de vue des inégalités. Il fournit des outils d'infographie conviviaux qui permettent à l'utilisateur de sélectionner une variété d'indicateurs et aussi un affichage visuel des données. [34]

BON À SAVOIR

Les arguments pour l'éducation ouverte et de la science ouverte



L'éducation ouverte comprend des outils, des ressources et des pratiques qui peuvent être partagés librement sans obstacle financier, juridique et technique commun au matériel pédagogique traditionnel.

Un certain nombre de pays du PGO ont travaillé sur ces questions par le biais de leurs plans d'action PGO. Ces pays comprennent l'Argentine (par l'Université de Buenos Aires), le Brésil, la Slovaquie et les États-Unis. Les arguments pour un accès public à ces ressources communes sont de trois ordres :

- **Coût :** Dans de nombreux pays, le coût du matériel pédagogique est un obstacle prohibitif à l'éducation.
- **Devise :** Le matériel pédagogique en code source libre peut être mis à jour plus rapidement que les programmes d'études préparés de manière traditionnelle. Cela permet aux développements actuels dans chaque domaine respectif d'être disponibles plus rapidement aux éducateurs et aux élèves.
- **Qualité :** Une méta-analyse d'études analysant la performance des élèves utilisant du matériel pédagogique en code source libre a révélé que 93 % des élèves utilisant du matériel en code source libre ont obtenu de meilleurs résultats que leurs pairs utilisant du matériel pédagogique traditionnel.[35] D'autres ont fait valoir que des recherches supplémentaires étaient encore nécessaires et que les études actuelles restaient peu concluantes.[36]

Au-delà de l'accès aux ressources pédagogiques, de gros efforts ont été fournis dans les pays du PGO pour rendre publique la recherche financée par l'État. Un exemple de ce type est la législation aux États-Unis, la Fair Access to Science and Technology Research Act (FASTR) ou H.R. 3427/S. 1701, qui demande aux agences américaines disposant d'un budget annuel supérieur à 100 millions de dollars US de fournir au public un accès en ligne à la recherche financée par l'État au plus tard six mois après sa publication dans une revue à comité de lecture.

Photographie de Sergey P, Adobe Stock

Endnotes

[1] Barbara Bruns, Deon Filmer, and Harry Anthony Patrinos, *Making Schools Work, New Evidence on Accountability Reforms* (The World Bank, 2011), http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1298568319076/makingschoolswork.pdf.

[2] Alejandra Mizala, Pilar Romaguera and Miguel Urquiola, "Socioeconomic status or noise? Tradeoffs in the generation of school quality information," *J. of Dev't. Econ.* 84 (Elsevier, 2007) 61–75, http://www.columbia.edu/~msu2101/Mizala-Romaguera-Urquiola(2007).pdf.

[3] The International Bank for Reconstruction and Development and The World Bank, *World Development Report 2014: Making Services Work for Poor People* (World Bank and Oxford Univ. Press, 2003), https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/5986/WDR%202004%20-%20English.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

[4] World Bank. 2018. *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise.* Washington, DC: World Bank p. 59.

[5] World Bank. 2018, p. 59.

[6] UIS, *Leaving No One Behind: How Far on the Way to Universal Primary and Secondary Education?* (UNESCO, Jul. 2016), https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000245238.

[7] UNESCO Institute for Statistics. *UIS Factsheet No. 48: One in Five Children, Adolescents and Youth is Out of School.* (February 2018)

[8] World Bank. 2018. p. 61.

[9] World Bank. 2018. pp. 5-6.

[10] UNESCO. 2018. *The Global Education Monitoring Report, SDG 4: Education.* https://en.unesco.org/gem-report/sdg-goal-4.

[11] Global Education Monitoring Report Team and UNESCO, *Accountability in education: meeting our commitments; Global education monitoring report, 2017/8* (UNESCO, 2017), https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000259338.

[12] Satenik Mkrtchyan and Ruzanna Tsaturyan, *Public Participation in School Management in Armenia: School Boards* (CRRC-Armenia Foundation, 2008) 20–22, https://www.crrc.am/hosting/file/_static_content/fellows/fellowship07/S%20Mkrtchyan/Recommendations.pdf.

[13] OGP, "02 Improve provision and quality of education and health services" (2016), https://www.opengovpartnership.org/02-improve-provision-and-quality-of-education-and-health-services.

[14] Brian Levy et al. (ed.s). *The Politics and Governance of Basic Education* (Oxford Univ. Press, Nov. 2018).

[15] Brian Levy et al. (ed.s), 2018, pp. (10, 256–286).

[16] Twaweza, Find My School, https://web.archive.org/web/20170818105609/http://findmyschool.co.ke/ (archived from 18 Aug. 2017).

[17] Kenya National Examinations Council, Examination Registration System, https://www.knec-portal.ac.ke/.

[18] Global Partnership for Social Accountability, "Improving Access to Education and Performance in Mongolia" (2014), https://www.thegpsa.org/project/improving-access-education-and-performance-mongolia.

[19] Partnership for Transparency, Transparency and Accountability in Mongolia Education (TAME), https://www.ptfund.org/transparency-and-accountability-in-mongolia-education-tame-2/.

[20] India maintains a regular accounting of parental awareness and participation in such organizations available on its PTA website: https://data.gov.in/catalog/parents-responses-pta-and-ssa-based-sample-survey.

[21] The People's Action for Learning Network (PAL Network), https://palnetwork.org/.

[22] Jaime David Ayala, *IRM El Salvador Mid-Term Report 2016-2018* (OGP), https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/El-Salvador_Mid-Term_Report_2016-2018.pdf.

[23] For additional analysis and recommendations for improving accountability in education, see UNESCO's Global Education Monitoring 2017-18 Thematic Report "Accountability in education: meeting our commitments, available in multiple languages: https://en.unesco.org/gem-report/report/2017/accountability-education.

[24] For additional resources on the education data landscape globally and by country, see the various resources available through UNESCO's Institute for Statistics: http://uis.unesco.org/.

[25] *Available at:* http://data.uis.unesco.org/.

[26] *See* http://odin.opendatawatch.com/ country pages for links to specific datasets on education in national systems databases.

[27] *Available at:* https://en.unesco.org/gem-report/.

[28] *Available at:* https://en.unesco.org/gem-report/report/2017/accountability-education.

[29] *Available at:* https://learningportal.iiep.unesco.org/en.

[30] *Available at:* http://uis.unesco.org/.

[31] *Available at:* http://mics.unicef.org/.

[32] *Available at:* https://www.unicef.org/education/global-information-data-must-speak.

[33] *Available at:* https://www.globalpartnership.org/; a focus on developing countries is available at: https://www.globalpartnership.org/about-us/developing-countries.

[34] *Available at:* https://www.education-inequalities.org/.

[35] John HIlton and Stacie Mason, "The Review Project" (Open Education Group), http://openedgroup.org/review.

[36] Regan A. R. Gurung, "Open Educational Resources: What We Don't Know" (Inside Higher Ed, 14 Nov. 2018), https://www.insidehighered.com/digital-learning/views/2018/11/14/what-we-dont-yet-know-about-open-educational-resources-opinion.